

Commission: Conseil des ministres de la recherche et de la technologie

Problématique: Comment l'Europe de la technologie et des sciences peut être une réponse pour surmonter les conséquences du changement climatique?

Auteur: Estonie et Lettonie

L'Estonie est généralement regroupée avec ses voisins méridionaux, la Lituanie et la Lettonie dans un ensemble géopolitique nommé pays baltes. Ce pays européen se situe au sud de la Finlande, au nord de la Lettonie et à l'ouest de la Russie. L'adhésion de la Lettonie à L'Union européenne est la procédure qui a permis à la Lettonie de rejoindre l'Union européenne le 1^{er} mai 2004. Étant entrée en même temps que l'Estonie, l'Union européenne s'est ainsi élargie à 25 États. Aujourd'hui, l'Estonie est dirigée par la première ministre Kaja Kallas du parti réformiste de centre-droit, pour la première fois, la présidente du pays Kersti Kaljulaid, première femme élue chef de l'État a nommé officiellement une autre femme au poste de premier ministre jusque-là toujours occupé par un homme. C'est une république parlementaire démocratique et représentative comme la Lettonie qui est dirigée par le premier ministre Arturs Krisjanis Karins, eurodéputé du parti centre-droit Nouvelle unité.

Les projets financés par l'UE pour ces deux pays sont très ambitieux, l'argent qu'ils contribuent au budget de l'UE aide à financer des programmes et des projets dans tous les pays membres tels que la construction de routes, mais surtout l'investissement dans la recherche et la protection de l'environnement.

Quelles mesures peut adopter l'Union Européenne à travers la recherche et la technologie pour faire face au réchauffement climatique et ses conséquences?

L'exploitation des ressources naturelles et la dégradation de notre planète sont responsables des crises environnementales mais surtout planétaires. Le Conseil de la recherche avancée et de la technologie a été créé en 1982 en tant qu'organe consultatif auprès du ministre chargé de la recherche et de l'enseignement supérieur. Après avoir négocié avec toutes les grandes options de politique scientifique et technologique du gouvernement, il organise et supervise des dialogues entre les partenaires de la société. Ce sont les citoyens européens qui bénéficient de certaines des normes environnementales les plus strictes au monde pour aller vers une Europe plus verte et plus durable. L'UE avec l'aide des autorités nationales se sont fixées des objectifs pour guider la politique environnementale européenne. Plusieurs mesures ont été mises en place pour guider ces politiques, l'European Green Deal, l'Horizon 2020 Green Deal et Climate-ADAPT entre autres.

Les pays de l'Europe de l'Est restent souvent les pays les moins collaborateurs en risque de ralentir leur croissance ou de ne pas avoir les mêmes capacités par les politiques contre le changement climatique. Néanmoins, le numérique est devenu un acteur majeur de croissance en Estonie (les nouvelles technologies de l'information ont contribué à la création de 6,8 % du PIB en 2016), facilitant ainsi les procédures administratives, et attractif pour des investisseurs étrangers : en 2014, l'Estonie a été le premier pays au monde à créer une « e-résidence », qui donne à des ressortissants de pays tiers accès à certains des services en ligne proposés par l'État estonien à ses citoyens

D'autre part, dépourvue de ressources énergétiques, la Lettonie reste très dépendante des approvisionnements en hydrocarbures russes (plus de la moitié du pétrole importé et la totalité du gaz). Les réservoirs naturels de gaz pourraient atténuer cette dépendance et offrir à la Lettonie la possibilité de jouer un rôle de régulateur pour l'ensemble de la région. L'essentiel de la production d'électricité provient de l'hydroélectricité (ce qui permet Lettonie d'afficher de bonnes performances en matière de part des énergies renouvelables), mais le pays doit importer 30 à 45 % de sa consommation électrique.

L'Estonie a ratifié l'accord de Paris le 4 novembre 2016 de même que la Lettonie l'a ratifié le 20 février 2017. C'est le premier accord universel sur le climat, entre en vigueur le vendredi 4

novembre 2016, En moins d'un an, 92 pays représentant 66% des émissions mondiales de CO2 ont ratifié le texte. Cette entrée en vigueur rapide témoigne d'un engagement politique fort des États, c'est un engagement de mettre en place l'ensemble des acteurs pour une prise de conscience afin de limiter le réchauffement climatique et de rendre effectives les solutions et de poser des termes d'évaluations de ces solutions.

Néanmoins, la ratification de l'Accord de Paris et plusieurs autres projets ne sont qu'une étape vers un long processus de planification. La nécessité des politiques ambitieuses, une solidarité générationnelle à long terme ainsi que la mobilisation politique d'Estonie et de la Lettonie sont fondamentales. Les deux pays restent membres de plusieurs accords avec l'Union européenne pour faire face aux crises environnementales or leurs économies dépendent d'autres puissances sauf les nouvelles technologies en Estonie qui contribuent à la création d'une considérable partie du PIB, ainsi que la Lettonie avec ses énergies renouvelables qui collaborent avec la recherche et la technologie mais restent cependant des acteurs secondaires.